Canal Seine Nord

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
August 2012

En avril 2011, le prÃ©cÃ©dent gouvernement a dÃ©cidÃ© le lancement du dialogue compÃ©titif en vue de l'attribution d'un contrat de partenariat portant sur le financement, la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien, la maintenance et la rÃ©gÃ©nÃ©ration du futur canal Seine-Nord Europe et de ses amÃ©nagements connexes, dont la rÃ©alisation de l'infrastructure de quatre plates-formes multimodales. Le coÃ»t global du projet Seine-Nord Europe, plateformes comprises, avait Ã©tÃ© Ã©valuÃ©, en 2009, par Voies navigables de France - VNF, Ã 4,3 milliards d'euros. Le plan de financement envisagÃ© reposait, d'une part, sur l'apport d'une subvention publique initiale de 2,2 milliards d'euros et, d'autre part, sur un prÃ©financement du complÃ©ment par le partenaire privÃ©. VNF a engagÃ© le dialogue compÃ©titif, avec les deux candidats Bouygues et Vinci, du Canal Seine-Europe en 2011. Sur la partie financiÃ¨re, les offres initiales dÃ©passaient significativement l'enveloppe retenue au dÃ©part par les porteurs du projet. Compte tenu du contexte financier international actuel, les candidats semblent rencontrer des difficultÃ©s Ã progresser sur le financement bancaire de leur partie du projet et Ã stabiliser des annuitÃ©s acceptables par VNF et l'Ã‰tat. Cela nÃ©cessite d'engager un dialogue avec la commission europÃ©enne, la BEI, d'Ã©tudier les possibilitÃ©s de recours aux "project bonds" pour ce projet et de se rapprocher des collectivitÃ©s publiques pour des financements complÃ©mentaires. La communication du groupe Bouygues ne fait que confirmer les difficultÃ©s de bouclage du projet. Dans ce cadre, l'Ã‰tat a souhaitÃ© confier au Conseil gÃ©nÃ©ral de l'environnement et du dÃ©veloppement durable - CGEDD, et Ã l'Inspection gÃ©nÃ©rale des finances - IGF, une mission d'analyse et de proposition portant sur la faisabilitÃ© financiÃ¨re du projet dans le cadre de la procÃ©dure en cours d'attribution d'un contrat de partenariat. Cette mission analysera la capacitÃ© des candidats Ã rÃ©unir les financements privÃ©s nÃ©cessaires Ã la rÃ©alisation de l'opÃ©ration.

Environnement France - 30-08-2012